

CLASSES	DATE
BTS TFT (SAUF IDA) 2^{ME} ANNEE	Jeudi 11 mai 2017
Epreuve : ECONOMIE	Durée : 3 H
DEVOIR TYPE – BTS 2017 <i>MAX Sujets</i>	

CONFERENCE INTERNATIONALE SUR L'EMERGENCE EN AFRIQUE

Les institutions publiques ont été hier, au centre du débat, dès la première journée de la conférence internationale sur l'émergence de l'Afrique au Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire. Dans l'ensemble, elles ont été très peu efficaces dans la conduite des plans d'émergence. La première session plénière a donc été le lieu de faire des propositions concrètes. Les panelistes ont indiqué la nécessité pour les institutions publiques de travailler à la coordination des politiques contenues dans les plans d'émergence surtout que l'essentiel des dites politiques sont transversales. Au dire de la conférencière de la session, Chiara Bronchi, directrice de Practice Governance Africa de la Banque mondiale, cela prend en compte la précision et la concision dans les séances de travail entre les différents acteurs publics notamment gouvernementaux. A cela, elle a ajouté l'idée de fonctionner par objectifs, notamment dans la mise en place de guichets uniques dans divers domaines.

Les gouvernements ont également été invités à s'assurer de la bonne qualité du service public en tenant compte de l'avis des bénéficiaires.

Des contre-pouvoirs dynamiques

Autres recommandations, les intervenants ont invité les dirigeants à pérenniser les institutions tout en évitant de lier le développement à un « leader providentiel ». D'où la nécessité de constituer selon Koh Poh Koon, ministre de singapourien du commerce, de l'industrie et du développement, des contre-pouvoirs dynamiques, notamment une presse libre, une justice autonome et société civile forte. Il a ajouté que les institutions publiques doivent être capables d'assurer l'unité des peuples et faire en sorte que chaque citoyen se sente responsable de l'avenir commun. Pour atteindre cet objectif, Koh Poh Koon a préconisé un leadership assuré par des dirigeants honnêtes, qui ont de facto l'ascendance morale nécessaire. Pour sa part, Victor Ndiaye, Pdg de Performance Group, a plaidé en faveur de la mise en place des moteurs de croissance et de la fixation d'étapes à suivre. Il s'est aussi prononcé pour une gestion des secteurs comme la santé et l'éducation selon les principes du secteur privé ; les approches publiques s'étant montrées inefficaces.

Un grand vent d'optimisme

Les plans nationaux de l'émergence meublent bien des discours des gouvernants africains depuis ces quatre ou cinq dernières années. En Afrique subsaharienne, c'est en chœur que « l'hymne à l'émergence ou de l'émergence » est chanté avec un grand optimisme. Et les participants à la conférence qui s'est ouverte ont pu le constater lors des interventions des quatre chefs d'Etat ouest africains.

Tout en reconnaissant qu'il reste de nombreux défis à relever pour parvenir à des économies résiliennes, afin de se hisser à la hauteur des pays considérés émergents à travers le monde, à commencer par les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), des progrès réalisés, déjà, ainsi que la volonté politique clairement affichée de conduire nos pays sur le piédestal des nations ayant des capacités de développement très importantes donnent à espérer.

Mais, en quoi consiste l'émergence d'un pays et quelles sont les politiques socioéconomiques requises pour y parvenir?

Dire qu'un pays est émergent, c'est dire que sa situation économique est en voie de développement, que son économie se modernise, se diversifie, dispose désormais de chaînes de valeurs développées à partir de matières premières et une forte capacité de croissance endogène durable.

Cette croissance est calculée selon le Produit intérieur brut (Pib), les nouvelles entreprises et infrastructures créées ou existantes ainsi que le niveau et la qualité de vie des habitants. C'est un pays où le développement de la classe moyenne favorise un dynamisme de l'activité industrielle et commerciale et de bien d'autres secteurs. Il apparaît donc clairement qu'un pays émergent ou économie émergente ou encore marché émergent est celui dont le Pib par habitant est inférieur à celui des pays développés, mais qui connaît une croissance économique rapide (avec un taux relativement élevé comme celui de la Côte d'Ivoire environ 8,5% en 2016) et dont le niveau de vie des populations ainsi que les structures économiques et sociales convergent vers ceux des pays développés avec une ouverture économique au reste du monde, des transformations structurelles et institutionnelles de grandes ampleur, un niveau relativement élevé d'industrialisation et d'exportation de produits manufacturés et un marché intérieur en expansion. Voilà ce qui caractérise de nos jours les économies brésiliennes, russes, indiennes, chinoises et sud-africaines.

Aujourd'hui, les distinctions qui furent pendant longtemps utilisées entre pays riches et pays pauvres, un monde développé et des pays du tiers monde, ne sont plus de mise. La principale distinction se fait désormais entre pays avancés (comme les Etats-Unis, la France, le Japon ou l'Allemagne) pays émergents (Chine, Inde, Russie, Afrique du sud ou Brésil) et les pays en développement (Burkina Faso, Soudan, Haïti). Une autre distinction a toutefois vu le jour, par la volonté de la Banque Mondiale, consistant à classer les pays en trois catégories que sont les pays à revenus élevés, les pays à revenus intermédiaires et les pays à revenus faibles. La Banque utilise cette classification pour toucher de plus près la réalité de la vie quotidienne des habitants.

Au regard de ce qui précède, que font ou doivent faire les gouvernants africains pour atteindre l'émergence de nos pays ?

La deuxième conférence sur l'émergence a permis de noter dans les différents discours des progrès réalisés, ce qui a fait dire au président de la BAD son « optimisme pour l'avenir de l'Afrique ». Car, les questions d'électrification, d'industrialisation, d'amélioration de la qualité de vie ainsi que de la capacité productive agricole sont inscrites en priorité sur les agendas des gouvernements. L'Afrique qui dispose pourtant de 65% des terres arables dépense 45 milliards de dollars pour importer les produits alimentaires, ce qu'il considère comme un scandale. D'où cet appel lancé : « Quittons la zone de misère alimentaire pour la zone de prospérité alimentaire » que doit constituer le continent africain.

MAX Sujets

Le modèle rwandais

L'examen des structures de l'économie africaine donne à voir que le continent est riche de son potentiel mais reste pauvre de par son incapacité à réaliser des objectifs économiques pour le bien-être de ses populations. Car la croissance économique n'est pas le développement économique, ont précisé les panelistes. Ils disent avoir fait la remarque que les pays qui ont réalisé une croissance économique forte ont un niveau élevé de pauvreté. En outre, ces pays ont créé moins d'emplois. C'est dire que « l'Afrique exploite sans valeur ajoutée » ; elle importe donc le chômage. La solution qu'ils préconisent est « l'exclusivité », c'est - à - dire ne laisser personne en marge du développement.

En cela, le modèle du Rwanda qui réalise des performances économiques remarquables après le génocide, a capté l'attention des participants. Selon Claver Gatete, ministre de la planification économique et des finances, de ce pays, tous ceux qui gèrent l'argent public sont soumis à un contrat de performance appliqué de la base au sommet. Une évaluation est régulièrement faite par rapport à ce qui a été proposé (objectifs) avec exigence de résultats. Au plan de la dépense publique, le ministre rwandais n'a soutenu que l'Etat à retirer les voitures de fonctions aux fonctionnaires. En contrepartie, l'Etat leur octroie les moyens de s'acheter un véhicule. A charge pour lui de s'occuper de toutes les autres dépenses.

MAX Sujets

Fraternité Matin du jeudi 30 mars 2017.

 TRAVAIL A FAIRE

A partir du texte et de vos connaissances, répondez aux questions suivantes :

ECONOMIE GENERALE

1. Définir les concepts suivants : **MAX Sujets**
 - ✓ Change
 - ✓ Croissance inclusive
 - ✓ Balance des paiements
 - ✓ Intégration économique
2. Enumérer :
 - A. Les avantages de l'intégration économique pour les pays du sud?
 - B. Les caractéristiques des pays émergents.
3. En quoi consiste la dévaluation d'une monnaie et donner ces avantages pour les pays en développement?
4. A partir du texte, énumérer les politiques socioéconomiques que les gouvernants africains doivent mettre en place pour parvenir à l'émergence de nos Etats

ECONOMIE ET ORGANISATION DES ENTREPRISES

1. Définir les concepts suivants
 - ✓ Système d'information
 - ✓ Stocks options
 - ✓ Effet de synergie
 - ✓ Externalisation
2. Enumérer trois avantages et inconvénients des croissances interne et externe?
3. Quel mode de répartition de pouvoir de décision les entreprises ivoiriennes peuvent-elles adopter pour améliorer leur compétitivité ? Justifier votre réponse. **MAX Sujets**
4. Selon vous, comment les entreprises africaines peuvent-elles contribuer à l'émergence économique du continent africain?